



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

Conférence international de l'AIEA sur la sécurité nucléaire:

Enhancing Global Efforts

Session ministérielle

Vienne, le 1^{er} juillet 2013

Allocution de M. Didier Burkhalter, Conseiller fédéral

**Vice-président du Conseil fédéral et
Chef du Département fédéral des affaires étrangères**

**Mission permanente de la Suisse auprès de l'OSCE, des Nations Unies et des Organisations internationales à Vienne
Permanent Mission of Switzerland to the OSCE, the United Nations and the International Organizations in Vienna**

Wächtergasse 1, A 1090 Vienna
Tél. +43 (01) 263 41 18, Fax +43 (01) 263 34 13, vim.vertretung@eda.admin.ch

Monsieur le Président,

Monsieur le Directeur général,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes ici pour un devoir international : contrer des menaces considérables, qui planent constamment sur les hommes et les femmes de notre planète, tout en restant invisibles.

Ces menaces redoutables mettent en cause notre sécurité, celle des générations à venir et, en plus, nos valeurs fondamentales.

Un acte de terrorisme nucléaire toucherait indistinctement de nombreux civils, fauchant massivement des vies de femmes et d'enfants, détruisant autant de perspectives d'avenir. C'est pour éviter une telle catastrophe humanitaire que les Etats doivent prendre aujourd'hui des décisions fortes.

La sécurité nucléaire constitue un défi transnational ; il appelle donc une réponse globale. De par sa composition quasi-universelle et son expertise unique, l'Agence internationale de l'énergie atomique représente la plateforme la mieux à même de renforcer les efforts et de coordonner les différentes initiatives existantes.

La Suisse salue donc l'initiative du directeur général Amano d'avoir convoqué cette conférence et souligne l'important travail réalisé par l'Agence.

La responsabilité première en matière de sécurité nucléaire incombe aux Etats. La Suisse voit trois menaces pour la sécurité nucléaire :

1. Le terrorisme nucléaire. Cette menace ne s'est heureusement pas concrétisée à ce jour. Mais la simple possibilité d'une telle menace doit nous inciter à agir avec détermination. Cette question dépasse largement la question de la sécurité nucléaire, il s'agit d'une question de sécurité humaine.
2. Le trafic illicite de matières radioactives et nucléaires. Ce trafic peut déboucher sur des actes commis à travers des bombes radiologiques (« bombes sales »), voire des bombes nucléaires et il facilite la prolifération. Un tel trafic doit être combattu avec fermeté et efficacité.
3. La menace de cyber-attaques contre des installations nucléaires. Un tel risque n'est simplement pas acceptable vu les conséquences catastrophiques qu'il peut avoir pour de vastes régions.

Face à ces menaces, les Etats doivent renforcer leur action collective dans trois domaines :

1. Le désarmement nucléaire. Tant que l'arme nucléaire existera, le risque que certains s'en emparent représentera une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes et celles de nos enfants.

Il en va de même pour les matériels fissiles militaires dont le vol constitue un scénario grave à éviter absolument.

Il y a un lien évident entre sécurité nucléaire et le désarmement nucléaire. Si l'on veut améliorer la sécurité nucléaire, il faut réduire les sources les plus attractives pour de potentiels actes de terrorisme nucléaire. Il faut accélérer le désarmement nucléaire et réduire les quantités de matériels fissiles militaires.

2. Le renforcement de la sécurité de tous les types de matériels nucléaires. Il faut que les Etats adhèrent sans exception aux instruments existants du droit international en matière de sécurité nucléaire.

A commencer par la Convention internationale pour la suppression des actes de terrorisme nucléaire, que seulement 86 Etats ont ratifiée à ce jour. C'est beaucoup trop peu.

Nous pensons aussi à la Convention pour la protection physique du matériel nucléaire, dont l'Amendement n'a pas encore été ratifié par tous les Etats ayant participé au sommet de Séoul de l'an dernier.

Enfin l'AIEA a établi des directives en matière de sécurité nucléaire, notamment le Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives.

La Suisse qui a adhéré et souscrit à l'ensemble de ces instruments, appelle tous les Etats à en faire de même, à respecter leurs engagements et à les traduire dans les faits !

En renforçant la sécurité du matériel nucléaire, nous assumons notre devoir : la protection des populations civiles.

3. Enfin, il y a les défis futurs. Il nous faut anticiper les menaces à venir et développer de nouveaux instruments pour y faire face. Des progrès sont nécessaires en particulier dans les négociations - toujours bloquées - d'un traité sur les matériaux fissiles à la Conférence du désarmement à Genève. Je pense également aux menaces représentées par les cyber-attaques.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Depuis le Sommet de Washington en 2010, le thème de la sécurité nucléaire a été placé également « au sommet » de l'agenda international. Il l'a été à la suite d'une initiative politique, celle du président Obama, et non suite à une tragédie. N'attendons pas non plus une tragédie pour agir réellement !

Trois ans plus tard, après le Sommet de Séoul et avec la conférence qui s'ouvre aujourd'hui, la volonté politique de poursuivre sur cette voie doit se confirmer.

La Suisse encourage tous les Etats membres de l'AIEA à participer activement, à agir pour améliorer dans les faits la sécurité de l'humanité et, tout simplement et fondamentalement, la sécurité de nos enfants.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

IAEA International Conference on Nuclear Security

Enhancing Global Efforts

Ministerial session

Vienna, 1 July 2013

Statement by Federal Councillor Didier Burkhalter

**Vice-president of the Swiss Federal Council and
Head of the Federal Department of Foreign Affairs**

**Mission permanente de la Suisse auprès de l'OSCE, des Nations Unies et des Organisations internationales àVienne
Permanent Mission of Switzerland to the OSCE, the United Nations and the International Organizations in Vienna**

Wächtergasse 1, A 1090 Vienna
Tél. +43 (01) 263 41 18, Fax +43 (01) 263 34 13, vim.vertretung@eda.admin.ch

Mr President,
Director General,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

We are gathered here for an international duty: to address major threats, constantly hanging over the men and women of our planet, while remaining invisible.

These serious threats jeopardize our security, that of future generations and, in addition, our core values.

An act of nuclear terrorism would affect many civilians indiscriminately, destroying massively lives of women and children, and as many future hopes. It is in order to avoid such a humanitarian catastrophe that States must now take strong decisions.

Nuclear security constitutes a transnational challenge and therefore requires a global response. Due to its almost universal composition and its unique expertise, the International Atomic Energy Agency is the best platform for enhancing efforts and coordinating the various existing initiatives.

Switzerland therefore welcomes the initiative of Director General Amano to convene this Conference and would like to highlight the important work done by the Agency.

Primary responsibility for nuclear security lies with States. Switzerland sees three threats to nuclear security:

1. Nuclear terrorism. Fortunately, this threat has not yet materialized. But the mere possibility of such a threat should prompt us to act with determination. This extends far beyond the nuclear security; it is a matter of human security.
2. The illicit trafficking in radioactive and nuclear materials. This trafficking could lead to acts perpetrated with radiological bombs ("dirty bombs)" or even nuclear bombs and facilitates proliferation. Such a trafficking must be resolutely and effectively combated.
3. The threat posed by cyber-attacks against nuclear installations. This risk is simply not acceptable because it could have catastrophic consequences for wide areas.

To confront these threats, States must strengthen their collective action in three areas:

1. Nuclear disarmament. As long as nuclear weapons exist, the risk that some actors will get hold of them will constitute a sword of Damocles hanging over our heads and those of our children. The same applies to fissile materials for military purposes, the theft of which also represents a serious scenario that needs to be absolutely avoided.

There is a clear link between nuclear *security* and nuclear *disarmament*. If we want to improve nuclear security, we will have to reduce the most attractive sources of possible acts of nuclear terrorism. We must accelerate nuclear disarmament and reduce the quantities of fissile materials for military purposes.

2. Strengthening the security of all nuclear materials. States must accede without exception to the existing instruments of international law in the area of nuclear security.

First of all, the International Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism that only 86 States have ratified. This is far too few.

I am also referring to the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material, the Amendment to which not all States that participated in the last year's Nuclear Security Summit in Seoul have ratified.

Finally, the Agency has also established guidelines on nuclear security, in particular the Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources.

Switzerland has acceded to and subscribed to all these instruments and calls on all States to do the same, to respect their commitments and to translate them into facts.

By strengthening the security of nuclear materials, we are assuming our responsibility to protect the civilian population.

3. Finally, the future challenges. New threats must be anticipated and new instruments developed to counter them. Progress is needed in particular in the still blocked negotiations on a treaty on fissile materials at the Conference on Disarmament in Geneva. I am also thinking of the threats posed by cyber attacks.

Mr President, Ladies and Gentlemen,

Since the Summit in Washington in 2010, the issue of nuclear security has also been high on the international agenda. This is the result of a political initiative taken by President Obama rather than the consequence of a tragedy. Let's not wait for a tragedy before acting with determination!

Three years later, following the Summit in Seoul and with the Conference that opens today, the political will to pursue this path must be confirmed.

Switzerland encourages all IAEA Member States to participate actively in this Conference and to act in order to enhance in a concrete manner the security of our humanity, and quite simply and fundamentally, the security of our children.